Géorgie : sanctions américaines

Description

Le 6 juin, l'administration américaine a imposé des sanctions à des dizaines de hauts responsables géorgiens suite à l'adoption – malgré l'opposition de la population locale et des organisations internationales – de la loi sur les agents étrangers. Cette loi risque de fortement réduire la liberté de la presse et les chances de la Géorgie d'adhérer à l'Union européenne.

La décision d'imposer des interdictions de voyage aux membres du parti au pouvoir Rêve géorgien, aux agents des forces de l'ordre, aux parlementaires, à certaines personnes privées et à leurs familles est intervenue trois jours après l'adoption officielle de la loi, adoption qui s'est faite en passant outre le veto de la présidente pro-européenne Salomé Zourabichvili.

Les noms des individus visés n'ont pas été cités en raison de la confidentialité des visas, mais on peut facilement en deviner certains, comme celui du maire de Tbilissi, Kakha Kaladze, ou encore du milliardaire Bidzina Ivanishvili.

« *Ces actions risquent de faire dérailler l'avenir européen de la Géorgie et vont à l'encontre de la Constitution géorgienne et des souhaits de son peuple* », a déclaré Matthew Miller, porte-parole du département d'État américain. Il a aussi signalé que ces sanctions n'étaient qu'une première étape et que, si la Géorgie ne changeait pas de cap, d'autres suivraient. Il pourrait notamment s'agir de la réévaluation de l'aide au développement fournie par les États-Unis à la Géorgie, qui s'élève à 390 millions de dollars.

Ces sanctions ont été bien accueillies par les représentants de l'opposition, comme le leader du Mouvement national uni, Levan Khabeishvili. Selon lui, ces sanctions vont discréditer le gouvernement mais aussi dissuader les investisseurs étrangers, ce qui entraînera probablement un déclin économique.

Sources : *ABC News, Radio Free Europe*.

date créée
12/06/2024
Champs de Méta
Auteur-article : Eliot Khubulov